

A L'ABORDAGE...

L'économie capitaliste craque de toutes parts. Le patronat inquiet s'interroge et interroge l'État. Celui-ci a vu ses essais d'aménagement économique échouer à travers les nationalisations et autres régies. Le pain ne parvient plus sur la table du travailleur. Le vin reste dans le chais ou parcourt le monde en quête de devises. La viande est rare et chère. La faillite du blocage des prix est réelle. La réussite du blocage des salaires également réelle.

Le monde du travail s'agite, cherche un remède à ce qui n'est encore qu'une crise et risque de devenir pour lui une catastrophe susceptible d'engloutir l'équilibre des budgets familiaux.

Grève sporadique des ouvriers du bâtiment dans les chantiers de l'ouest de Paris, mouvement des employés de banque, barrage chez les bateliers, dépôt de cahiers de revendications appuyé de démonstration locale dans les houillères du Nord, arrêt du travail chez Citroën à Saint-Charles, aux usines électro-métallurgiques de Dives-sur-Mer, à celles de Saint-Dizier, grève générale de Renault et ses filiales, démonstration de masse à Nevers, à Limoges, à Montluçon, etc..., autant de jalons qui marquent la montée de l'inquiétude et du mécontentement populaires.

Pour contenir cette agitation revendicative, pour atteindre la date fatidique du 1^{er} juillet, rendez-vous de confrontation des résultats de l'expérience Blum et C^{ie}, toutes les farces habituellement mises en jeu par l'État se sont révélées impuissantes. Syndicats patronaux, partis, presse, radio, autant de moyens autrefois efficaces aujourd'hui démonétisés.

Restait la C.G.T. Malgré ses nombreuses compromissions, celle-ci restait pour les ouvriers synonyme de syndicalisme. La présence en son sein de politiciens soulevait certes des controverses. Mais les travailleurs ne voyaient là qu'un écart de conduite momentané. Personne à part nous ne percevait clairement cette réalité: en s'intégrant à l'État par l'intermédiaire du parti qui la dirigeait, et devenant un des rouages de cet État la C.G.T. abandonnait son caractère syndical pour devenir une force domestiquée destinée à conduire les courants revendicatifs sur une voie de garage.

Les derniers événements ont déchiré le voile. L'effort demandé par les politiciens, ces maîtres exigeants, à la complaisance cégétiste, a secoué bien des somnolentes quiétudes. Les travailleurs d'abord ébaudis puis inquiets ont senti monter en eux cette vérité majeure: la C.G.T. n'est pas, la C.G.T. n'est plus le syndicalisme. Il devenait donc nécessaire de dénoncer l'imposture, d'arracher le masque qui couvrait le visage de politiciens embusqués derrière les trois lettres jadis prestigieuses.

Les travailleurs de chez Renault s'en sont chargés, d'autres ont suivi. Le monde ouvrier a retrouvé la voie qui raccourcit les étapes de l'évolution sociale: le syndicalisme révolutionnaire. Le monde ouvrier a forgé l'outil qui le conduira dans cette voie: la C.N.T. de lutte de classe. Appuyé sur ces deux réalités, débarrassé de l'écran cégétiste placé par les politiciens entre ses possibilités immenses et les capitulations qu'on lui présente comme des victoires il pourra s'élancer à l'assaut des puissances qui l'oppriment sur le lieu qu'ils ont choisi pour l'opprimer: l'usine.

Dans ce combat, les libertaires, qui ont su déboulonner le mythe cégétiste, défendront les valeurs qui leur sont propres: l'épanouissement déjà personnalité humaine dans la société sans classe, sans contrainte, sans dogme, sans autorité qu'ils proposent au bon sens des hommes.

Maurice JOYEUX.
